LES FRANÇAIS SOUHAITENT VRAIMENT LE CHANGEMENT

Une finale de primaire Hollande-Aubry, arbitrée par Montebourg

2,5 millions d'électeurs ont voté dimanche au premier tour de la primaire socialiste : un indiscutable succès de participation à un mode de désignation démocratique moderne. Si, comme avaient pronostiqué les sondeurs, Hollande et Martine Aubry sont qualifiés pour le deuxième tour, la grande surprise vient de Arnaud Montebourg, l'homme le plus à gauche des candidats, qui obtient la troisième place et qui devient, ce faisant, un homme-clé pour le deuxième tour qui aura lieu dimanche prochain.

Photo : DR

Aubry-Hollande, un duel très serré.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Avec 38% des suffrages exprimés, François Hollande est en tête, suivi de Martine Aubry, 31%, un écart plus réduit que celui envisagé dans les sondages. La surprise de taille de ce scrutin vient du classement en troisième position d'Arnaud Montebourg et de la relégation à la quatrième place de Ségolène Royal avec 7% seulement de votants en sa faveur.

Elle fait quasiment jeu égal avec Manuel Walls (6%) le dernier classé étant le candidat radical de gauche Jean-Michel Baylet. Ségolène Royal est incontestablement la grande perdante de ces consultations. A l'issue de ce scrutin – dont les résultats sont provisoires, mais qui ne devraient pas fondamentalement changer au final — l'ensemble des candidats se sont d'abord félicités de la mobilisation importante des citoyens, de gauche ou sympathisants, à cette consultation alors que le PS tablait sur une fourchette «optimiste» de 2,5 millions d'électeurs.

Ces deux millions 500 000 électeurs qui se sont déplacés dimanche ne font évidemment pas la joie de la droite qui tente depuis d'en minimiser la portée. La consigne donnée dans le camp de l'UMP étant de dire, en concert avec François Copé, «ce chiffre ne représente qu'à peine 4% du nombre total d'électeurs français». Il est cependant beaucoup de Français, y compris à droite, qui conviennent de l'évidence : la primaire est un succès et constitue une révolution dans la vie politique française.

Et maintenant que va-t-il se passer ? En fait, ce qui a commencé à se faire dès la proclamation dimanche des premiers résultats : les deux candidats arrivés en tête vont aller cette semaine à la pêche aux voix, le report pouvant être décisif dimanche prochain eu égard au score très serré entre les deux concurrents.

D'ores et déjà Manuel Walls a indiqué à ses électeurs de reporter leurs voix sur Hollande. Cette consigne était attendue, le maire d'Evry étant considéré comme le plus à droite de la gauche, il ne pouvait s'allier à Martine Aubry.

C'est vers le représentant de ce que Martine Aubry qualifie de «la gauche d'accompagnement», autrement dit Hollande qui ne fait qu'accompagner le programme de la droite, que les consignes de Walls ont été données à ses électeurs.

Mais Hollande sait qu'il lui faudra plus. C'est si vrai d'ailleurs que dans sa déclaration de dimanche, il a fait un grand écart en évoquant un des enjeux du deuxième tour qui est «le renouvellement de la République» faisant ainsi du pied à Montebourg. Ce dernier, au moment où nous mettons sous presse, ne s'est pas encore prononcé sur les consignes qu'il donnera à ses électeurs.

Ses reports de voix vont fortement peser. Son programme de rupture, de démondialisation par, entre autres, la mise sous tutelle des banques et les nombreuses actions à caractère social qu'il préconise en direction des plus défavorisés et la fin du cumul des mandats devraient l'amener plus à rejoindre Martine Aubry qu'Hollande, même si Martine Aubry ne préconise pas une rupture totale.

En attendant, l'inflexion des deux candidats de leur ligne politique et l'accent mis plus à gauche par les deux gagnants du premier tour mettent Montebourg dans une position très confortable pour négocier ses voix, même si l'on se défend chez Aubry comme chez Hollande de toute négociation et même si les soutiens de Montebourg clament depuis dimanche que dans une VIe République, celle que préconise leur leader, il ne peut jamais y avoir de «tractations ni de négociations dans des élections». En attendant, c'est le candidat du Front de gauche à la présidentielle, Jean Luc Melenchon, qui se frotte les mains. Celui qui a défendu un programme des plus à gauche a fait la grande surprise de ce premier tour, et espère-t-il, l'arrivée de la gauche de la gauche sera l'immense surprise en mai 2012.

La crainte aujourd'hui est toutefois que l'affrontement pour faire la différence dimanche prochain entre les deux candidats ne se fasse pas dans le déchirement.

Chacun des deux candidats appelle à un affrontement loyal, sans débordements et sans excès. Dans le cas contraire, c'est tout le capital confiance mis dans la gauche par les citoyens qui risque de disparaître et d'hypothéquer l'avenir.

K. B.-A.

CRISE SYRIENNE

La Russie propose un projet de résolution plus «équilibré» à l'ONU

La Russie est prête à proposer au Conseil de sécurité de l'ONU, avec la Chine, un projet de résolution plus «équilibré» que celui sur lequel Moscou et Pékin ont mis leur veto la semaine dernière, a déclaré hier le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. «Nous proposons d'adopter une résolution équilibrée qui condamnera les violences des deux côtés», celles du régime du président Bachar al-Assad et celles de l'opposition, a déclaré M. Lavrov dans une interview à l'hebdomadaire *Profil*. «Dans le même temps, il faut que nous demandions à Assad de poursuivre les réformes qu'il a déjà engagées», a-t-il ajouté. «A côté de cela, nous devons encourager l'opposition syrienne à se mettre à la table des négociations et à trouver un accord. Nous sommes prêts à proposer une telle résolution avec nos partenaires chinois», a souligné M. Lavrov.

La Russie et la Chine, membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ont opposé le 4 octobre leur veto à un projet de résolution condamnant la sanglante répression des manifestations en Syrie par le régime de Bachar Al-Assad, qui a fait selon l'ONU quelque 2 900 morts depuis la mi-mars. Moscou avait proposé son propre projet de résolution écartant toute idée de sanction et insistant sur la nécessité d'un dialogue politique, comme elle l'a déjà fait par le passé. Alliée de longue date de la Syrie, à laquelle elle fournit des armements, la Russie s'est défendue d'être l'avocate du régime de Damas et a fait valoir qu'elle accueillerait en octobre deux délégations de l'opposition syrienne, comme elle l'a déjà fait par le passé. Hier, le représentant du Kremlin pour les crises dans le monde arabe, Mikhaïl Marguelov, a reçu à Moscou une délégation présentée comme étant une branche «modérée» de l'opposition syrienne. Pour résoudre la crise, «il est indispensable de passer à des actions concrètes aussi bien du côté du régime que de l'opposition», a déclaré M. Marguelov, cité par les agences russes.

«La Russie fait tout son possible pour que le dialogue s'engage. Nous sommes prêts à mettre tout note poids politique dans la balance», a-t-il ajouté à l'issue de la réunion avec la délégation conduite par l'un des chefs du parti communiste syrien, Qadri Jamil, dont les membres sont accusés par d'autres opposants syriens d'être des proches du régime de Bachar Al-Assad. M. Marguelov a expliqué que le veto russe au Conseil de sécurité n'était «ni une carte blanche permettant au régime syrien de faire ce qu'il veut, ni une indulgence, que ce soit pour le régime (d'Assad) ou pour l'opposition», a souligné M. Marguelov.

«Le veto russe, c'est le dernier appel adressé au pouvoir et à l'opposition pour qu'ils s'asseoient à la même table et entament un dialogue national», a-t-il encore dit.

Le président russe, Dmitri Medvedev, avait envisagé vendredi pour la première fois le départ de Bachar al-Assad, estimant que le régime syrien devait engager des réformes ou partir.

BRUXELLES SALUE SANS LE RECONNAÎTRE LE CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION SYRIEN (CNS)

Damas, le chemin de croix de l'Union européenne

Le précédent existe, bel et bien. Le droit international a bougé et plutôt deux fois qu'une. Rien, en théorie, n'empêchait les Européens de reconnaître, comme ils l'ont fait pour la Libye, l'opposition syrienne.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Et, pourtant, Bruxelles n'ira pas plus loin que de simples sanctions et un salut du Conseil national de transition. La question, dès lors se pose : à Damas, pour qui sonne le glas ? Ce n'est pas et ce ne sera pas la dernière fois que l'Union européenne étale à la face du monde ses incohérences, sa démarche contradictoire, sa politique en dents de scie et même son irresponsabilité historique. Les observateurs appellent tout cela «le deux poids, deux mesures» pour ne pas aller dans les détails troublants, pour ne pas remuer les plaies. Ainsi donc en trois mois, Bruxelles a hésité à laisser tomber Ben Ali, soutenu jusqu'à la dernière minute Moubarak, regardé ailleurs pour ne pas voir la répression à Bahreïn, fermé l'œil sur ce qui se passe au Yémen, dit non (Allemagne) ou s'est abstenue (France) à la reconnaissance de l'Etat palestinien et défendu les armes à la main la rébellion libyenne, elle-même armée jusqu'aux dents.Pourquoi donc les droits de l'homme sont-ils dignes d'intérêt ici (Libye) et pas là (Israël et Syrie) ?

Les valeurs de l'Europe ? Pourquoi sont-elles à la carte et de façon aussi visible et criante ? Comment peut-on décemment solliciter la puissance de feu de l'Otan à Tripoli, à Benghazi, à Syrte et se le tenir pour dit s'agissant de Tel-Aviv et de Damas ? Refus des Chinois et des Russes ? Faux prétexte. Moscou et Pékin étaient déjà réticents concernant l'expédition punitive en Libye et, pourtant, elle a bien eu lieu. Concernant Israël, on le sait, Bruxelles ne peut pas aller au-devant de la volonté américaine. Sur la question damascène, tout indique une coalition objective d'intérêts entre les USA, la Russie et la Chine pour empêcher une chute brutale du régime Assad. Washington, Moscou et Pékin ne veulent pas courir le risque dans cette partie du monde d'une ouverture de la boîte de Pandore. Sage précaution, au demeurant. Il ne reste donc à Bruxelles que quelques dictatures, ici et là, desargentées et de moindre signification mondiale à se mettre sous la dent.Sur la Libye, il devient évident, désormais, que le couple franco-britannique a agi en sous-marin au profit d'autres.

A leur tête, les Etats-Unis d'Amérique. Les querelles intestines qui, sans doute, se régleront par un conflit ou des conflits armés entre les composantes du CNT libyen et le désintéressement des opinions publiques du dossier prouvent que l'Union européenne s'est fourvoyée dans le désert libyen. La question, dès lors, se pose : pour qui sonne le glas à Damas ?

A. M.